

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10529>

Interrogatoires CIA : la Maison Blanche hostile à un magistrat indépendant

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : jeudi 23 avril 2009

Spyworld Actu

La Maison Blanche a rejeté mercredi l'idée de nommer un magistrat indépendant pour enquêter sur l'emploi par la CIA de techniques assimilées à des actes de torture pour faire parler les suspects de terrorisme sous l'administration Bush.

L'administration Obama continuait mercredi à faire face à la controverse provoquée par la publication, la semaine passée, de notes internes par lesquelles les juristes de l'administration Bush donnaient une couverture légale au recours à des méthodes comme la simulation de noyade.

L'actuel gouvernement a expliqué avoir publié ces documents parce qu'il risquait d'être forcé de le faire de toute façon par l'action en justice d'une grande organisation de défense des libertés, l'ACLU, et parce que leur contenu était déjà sur la place publique pour une grande part.

Mais le président Barack Obama, qui a interdit ces méthodes deux jours après son investiture, est soumis depuis à une forte pression d'alliés démocrates et de défenseurs des libertés pour que les anciens responsables rendent des comptes.

L'ACLU (American Civil Liberties Union) a réclamé la nomination d'un procureur indépendant. M. Obama a exprimé mardi sa réticence à remuer le passé. Il a dit que les agents de la CIA qui avaient torturé en s'en tenant à l'avis des juristes ne devaient pas être inquiétés. Il a cependant paru laisser la porte ouverte à des poursuites contre les auteurs des notes internes en disant qu'il appartenait au ministre de la Justice de se prononcer.

Mais, quant à un procureur indépendant, le porte-parole de M. Obama, Robert Gibbs, a dit croire que les juristes qui se pencheraient sur le sujet "sont tout à fait capables de dire si la loi a été violée".

Le chef de cabinet de M. Obama, Rahm Emanuel, a déclaré dimanche que M. Obama n'était pas favorable à ce qu'on poursuive ceux qui avaient "conçu ces politiques". Du coup, les propos de M. Obama ont volontiers été considérés comme un changement de position, peut-être opéré sous la pression.

Le porte-parole de M. Obama s'est inscrit en faux contre cette interprétation selon laquelle le président était ouvert à quoi que ce soit : "Ce n'est pas au président de dire qui a enfreint la loi".

Alimentant la controverse, le directeur du Renseignement américain, Dennis Blair, a admis que les informations obtenues grâce aux techniques controversées avaient été "parfois précieuses". Cependant, il est impossible de dire si les mêmes informations auraient pu être obtenues autrement, et les Etats-Unis n'ont pas besoin de cela pour assurer leur sécurité, a-t-il dit dans un communiqué publié mardi.

Réagissant à un rapport parlementaire accusant des militaires d'avoir concocté les techniques en question, un porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman, a assuré mercredi que "toutes les accusations d'abus ont toujours donné lieu à une enquête, et les individus reconnus coupables d'avoir agi en dehors des règles ont été punis".

Selon lui, le Pentagone a mené 14 examens internes, qui ont entraîné une quarantaine de "mesures disciplinaires" ainsi que des modifications des consignes d'interrogatoire.

Post-scriptum :

<http://www.romandie.com/infos/news2...>